



LES ECHOS DE LA CITE



Bulletin mensuel d'information du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale - UNOCA • N° 24 • Février 2014

RCA | LE CHEF DE L'UNOCA ET LE PREMIER MINISTRE TCHADIEN EVOQUENT L'IMPACT REGIONAL DE LA CRISE CENTRAFRICAINE



© Primature Tchad

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abou Moussa, s'est entretenu avec le Ministre tchadien des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine mardi 25 février à N'Djamena après avoir rencontré la veille, le Premier ministre, M. Kalzeubé Pahimi Deubet. Il s'est dit vivement préoccupé par l'impact de la dégradation de la situation politique en République Centrafricaine (RCA) sur certains pays de la sous-région, y compris le Tchad, qui vient d'accueillir plus de 74 000 personnes fuyant les violences inter-religieuses et les affrontements entre *anti-balakas* et *ex-Seleka*.

Aide à la MISCA

Le Représentant spécial a par ailleurs rappelé la place primordiale que cette crise occupe dans l'agenda des Nations Unies, qui ne ménagent aucun effort pour y trouver une issue durable. M. Moussa a renouvelé la disponibilité de l'ONU à continuer à apporter un appui aux efforts déployés par les organisations régionales et les partenaires internationaux en vue de garantir la stabilité en RCA. Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui déplore le « cycle de vengeance et de représailles » qui ensanglante la RCA, insiste du reste sur l'urgence d'une assistance forte à la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA). Devant le Conseil de sécurité le 20 février, il a lancé un appel pour une aide logistique et financière de 38 millions de dollars à cette force de l'UA (pour une période de six mois) ainsi que pour la mobilisation de 3000 soldats de la paix et policiers pour renforcer le dispositif français et africain actuel.

Le Premier ministre tchadien a apprécié la démarche du Chef de l'UNOCA et exprimé sa satisfaction par rapport aux actions du Secrétaire général de l'ONU en faveur de la paix et de la sécurité en RCA. Il a noté que le Tchad y poursuivra ses engagements, soulignant que cela est nécessaire non seulement pour son pays mais aussi pour l'ensemble de la sous-région. M. Kalzeubé Pahimi Deubet a rappelé que le chef de l'Etat tchadien, par ailleurs président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), suit avec beaucoup d'attention cette situation, qui a nécessité le déblo-

cage des fonds extrabudgétaires - pour faire face aux conséquences sociales et humanitaires de la crise. Dans ce contexte, le chef du Gouvernement a sollicité un renforcement de l'assistance des Nations Unies dont il salue le soutien dans la mise en œuvre des politiques nationales en matière de développement.

Plus de 200 milliards à mobiliser...

M. Thomas Gurtner, Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad, qui accompagnait le Chef de l'UNOCA, s'est récemment dit « encouragé par le dynamisme du gouvernement tchadien face à la situation des retournés sans discrimination d'âge, d'état civil ni de nationalité dans l'évacuation comme dans l'assistance ». Lors d'une conférence de presse le 29 janvier, il avait indiqué que 70 % à 80 % des ressources mobilisées et utilisées pour les moyens de transport et la nourriture proviennent de l'Etat et de l'action de solidarité des citoyens. M. Gurtner avait fait observer que les premiers besoins sur une période de 6 mois en faveur de 150 000 personnes sont estimés à 32 millions USD (1,6 milliards de CFA), précisant que « 15 % à 20 % sont couverts par le Fonds d'Appel d'urgence de Nations Unies ». A ce montant s'ajoute « 200 milliards pour couvrir les autres aspects de la crise humanitaire car plus de 2 millions de personnes ont besoin d'aide », avait-il ajouté, plaidant afin que la communauté internationale apporte un appui conséquent au Tchad.

Après le Tchad, cap sur le Cameroun, le Congo et la RDC

Avant sa rencontre avec le Premier ministre tchadien et le Ministre des Affaires étrangères, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale avait eu des entretiens avec le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité ainsi qu'avec l'ensemble des organisations spécialisées du système des Nations Unies. La crise centrafricaine a également meublé leurs échanges. Le même sujet était au centre de ses consultations avec les membres du corps diplomatique. M. Abou Moussa a notamment partagé des informations sur cette question avec les représentants des ambassades des USA, de la France et de la Russie, tous membres permanents du Conseil de sécurité.

Après le Tchad, le chef de l'UNOCA s'est rendu au Cameroun. Il effectuera également une visite au Congo et en République démocratique du Congo (RDC), autres pays de la sous-région touchés par la crise centrafricaine.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE : CONSULTATIONS ENTRE LE CHEF DE L'UNOCA ET LE SECRETAIRE GENERAL DE LA CEEAC

La crise centrafricaine était au cœur d'une séance de travail de plus d'une heure et demie jeudi 27 février entre le chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), M. Abou Moussa, et le Secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Ahmad Allam-Mi.

Les deux personnalités ont revisité les causes de la situation critique en République Centrafricaine (RCA) et fait le point sur les efforts en cours en vue d'y trouver une issue. M. Ahmad Allam-mi a notamment salué la mobilisation de la communauté internationale et en particulier celle des Nations Unies, souhaitant qu'une force spéciale onusienne soit rapidement mise en place pour faire face au chaos actuel. « Il ne faut pas attendre, car il y a un problème de capacité opérationnelle de nos troupes », a-t-il expliqué, reconnaissant les sacrifices et les éléments de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) et ceux de l'opération « Sangaris » font pour ramener l'ordre et la sécurité dans ce pays membre de la CEEAC.

Pour un « commandement unifié »

En attendant, le Secrétaire général de la CEEAC souscrit à l'option d'un « commandement unifié avec un Etat-major au niveau du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Centrafrique (BINUCA) ». Dans son plan en six points sur la RCA présenté au Conseil de sécurité le 20 février, le Secrétaire général de l'ONU avait sou-

nu la nécessité d'une telle coordination. M. Ban Ki-moon avait expliqué que cette démarche permettra aux forces internationales de se concentrer sur « les priorités les plus urgentes qui sont de contenir la violence ; protéger les civils ; prévenir de nouveaux déplacements de populations ; créer un environnement sécurisé pour l'acheminement de l'aide humanitaire ; et jeter les bases d'un transfert, aussitôt que possible, des forces actuellement présentes à une force de maintien de la paix des Nations Unies ».

Prise en charge des victimes

Dans ce contexte, M. Abou Moussa a rassuré son hôte quant à la très grande attention que le Secrétaire général de l'ONU accorde à la crise centrafricaine. Il a souligné l'apport des agences spécialisées des Nations Unies dans la prise en charge des victimes, y compris des réfugiés qu'accueillent des pays voisins. Il a indiqué qu'il leur faut des moyens financiers supplémentaires pour continuer à répondre aux besoins de plus en plus pressants des populations et des Etats. Le Chef de l'UNOCA, par ailleurs Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, a saisi cette occasion pour évoquer la situation au Tchad, où il vient de boucler une mission d'évaluation de l'impact régional de cette crise.

Dans le même ordre d'idées, M. Abou Moussa a confirmé qu'il effectuera également une visite au Cameroun. Il a remercié M. Ahmad Allam-Mi d'avoir accepté que deux experts du Secrétariat de la CEEAC fassent partie de cette mission à



laquelle prendra aussi part un fonctionnaire du BINUCA ainsi que des collègues du système des Nations Unies basés au Cameroun et du Bureau régional de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dont le siège est à Dakar (Sénégal).

Le golfe de Guinée était aussi au menu....

La rencontre entre le chef de l'UNOCA et le Secrétaire général de la CEEAC s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre les dirigeants des deux institutions. Elle a permis d'échanger sur plusieurs autres sujets d'intérêt commun comme la mise en œuvre des décisions du Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Commission du golfe de Guinée (CGG) sur la sûreté et la sécurité maritimes tenu en juin 2013 à Yaoundé.

Paix et sécurité en Afrique centrale : le mandat de l'UNOCA prolongé jusqu'au 31 août 2015



Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) poursuivra ses activités jusqu'au 31 août 2015, soit une prorogation de dix-huit mois supplémentaires après l'expiration de son mandat actuel prévu le 28 février 2014. L'Ambassadrice Raimonda Murmokaitė, Représentante permanente de la Lituanie auprès des Nations Unies et Présidente du Conseil de sécurité pour le mois de février, en a informé le Secrétaire général de l'ONU la semaine dernière.

Promouvoir la diplomatie préventive

Le 10 février, M. Ban Ki-moon avait en effet sollicité une extension du mandat de l'UNOCA, afin de lui permettre de continuer à soutenir les efforts régionaux en matière de promotion de la paix et de la sécurité. Il a mentionné les résultats significatifs obtenus jusqu'à présent, y compris en ce qui concerne le renforcement de la coopération avec les organisations sous-régionales et la meilleure coordination des actions avec les autres entités onusiennes opérant en Afrique centrale. Dans le domaine de la diplomatie préventive, en dehors de l'exercice des « bons offices », l'appui aux travaux du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) fait partie des priorités que l'UNOCA est invité à développer. En tant que Secrétariat dudit Comité, le Bureau a déjà organisé cinq réunions ministérielles qui ont permis de discuter des sujets importants et de faire des recommandations sur les voies et moyens de solidifier la stabilité dans la sous-région. Depuis quelques semaines, il prépare la 38^e session prévue à Malabo (Guinée équatoriale) en mai ou en juin, et au cours de laquelle les grands axes d'une stratégie de lutte contre

les menaces terroristes en Afrique centrale seront présentés.

Par ailleurs, le Secrétaire général de l'ONU a mis l'accent sur le rôle clé que joue l'UNOCA dans la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). La réunion des différentes parties prenantes organisée conjointement avec l'Union africaine, du 13 au 14 février à Entebbe (Ouganda), a donné l'occasion de faire le point sur ce dossier auquel les Nations Unies accordent une grande importance.

L'UNOCA est également chargé, avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), d'accompagner le processus d'implémentation des décisions du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement sur la sûreté et sécurité maritimes dans le golfe de Guinée qui a eu lieu du 24 au 25 juin 2013 à Yaoundé (Cameroun). Dans cette perspective, les deux représentations onusiennes travaillent en étroite collaboration avec la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et la Commission du golfe de Guinée (CGG) pour, entre autres, la création effective, au Cameroun, du Centre inter-régional de coordination des activités relatives à la sûreté et la sécurité dans les zones concernées.

L'UNOCA a été officiellement inauguré à Libreville (Gabon) le 2 mars 2011, deux mois après sa création le 1^{er} janvier 2011 pour un mandat initial de 18 mois. Il est dirigé par M. Abou Moussa, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale. Le Bureau compte 27 fonctionnaires nationaux et internationaux représentant actuellement 15 nationalités et trois continents (Afrique, Amérique et Europe).

SEMINAIRE DE LA CEEAC SUR LA CRIMINALITE TRANSFRONTALIERE : L'UNOCA REPRESENTE PAR UN CONSEILLER POLITIQUE



James Aji, Conseiller politique (à gauche sur la photo), a pris part à un séminaire sur la criminalité et la coopération transfrontalière organisé du 25 au 27 février 2014 à Bujumbura (Burundi), par la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). La cérémonie officielle d'ouverture des travaux a été présidée par Mme Rose Tawe, Directrice générale de la Francophonie et de l'Intégration régionale au Ministère burundais des Relations extérieures et de la Coopération internationale. INTERPOL, l'Organisation mondiale des douanes (OMD), le Réseau des aires protégées d'Afrique centrale (RAPAC), le Réseau régional de lutte contre le terrorisme et la prolifération des armes en Afrique centrale, etc. y ont participé ainsi qu'un

délégué de la République démocratique du Congo et des représentants de l'armée, de la police et des douanes du Burundi.

Plate forme d'échanges

Cet atelier a permis d'identifier les principaux acteurs impliqués dans la gestion de la menace que constitue la criminalité transfrontalière et d'examiner les actions à entreprendre, de manière concertée, afin de contribuer à l'instauration d'un climat de paix et de sécurité dans la sous-région. Des projets communautaires transfrontaliers susceptibles de renforcer l'intégration socio-économique en Afrique centrale ont été aussi identifiés. De même, les participants ont formulé

plusieurs recommandations à l'endroit des Etats et de la CEEAC. Celle-ci devrait, par exemple, créer une plateforme institutionnelle d'échanges avec les pays membres dans le domaine de la criminalité et de la coopération transfrontalière.

L'atelier de Bujumbura était le premier d'une série de rencontres que la CEEAC organisera en faveur de ses partenaires. Le prochain séminaire est prévu à Pointe-Noire (Congo) du 18 au 20 mars. Outre le pays hôte, le Tchad et la République Centrafricaine (RCA) sont concernés. L'Angola et Sao Tome & Principe, qui n'ont pas pu prendre part aux travaux de Bujumbura comme initialement planifié, y seront aussi invités.

LRA : nécessité d'envisager les voies et moyens du développement durable des pays affectés



La quatrième réunion des experts sur l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) a eu lieu du 13 au 14 février à Entebbe (Ouganda), en présence de Mme Ahunna Eziakonwa-Onochie, Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies, qui a notamment pris part à la cérémonie d'ouverture. Les travaux ont essentiellement porté sur le suivi de la mise en œuvre de la stratégie régionale de lutte contre la LRA endossée en juin 2012 par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les Points focaux des différentes missions et organisations spécialisées de l'ONU ainsi que ceux de l'Union africaine (UA), des ONG et des partenaires concernés (Etats-Unis, Union européenne, Norvège, etc.) ont fait le tour de toutes les questions relatives à ce dossier, en mettant un accent sur la nécessité de renforcer la coordination des efforts dans la lutte contre la LRA. Ils ont également insisté sur l'urgence d'envisager, dès à présent, les voies et moyens du développement et de la stabilisation à long terme des régions affectées, en particulier la République démocratique du Congo (RDC), la République Centrafricaine (RCA) et le Soudan du Sud. La Banque mondiale et la Banque africaine de développement soutiennent cette initiative, qui devrait permettre la construction des infrastructures économiques et sociales dans les zones où sévit la LRA.

Retour de la paix et de la sécurité

Le retour de la paix et de la sécurité constituent un préalable à la réalisation des projets identifiés dans cet important chapitre. Le Général Sam Kavuma, Commandant de la Force régionale d'intervention de l'UA chargée de traquer la LRA, a évoqué les opérations militaires en cours en vue d'atteindre de cet objectif majeur. Malgré l'impact des secousses politiques en RCA et au Soudan du Sud sur le déploiement de ses troupes, il a souligné que les résultats de leur croisade contre ce groupe armé sont encourageants.

MM. Abou Moussa, Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et Francisco Madeira, Envoyé spécial de l'UA pour la LRA, qui ont co-présidé la réunion d'Entebbe, ont annoncé que pendant le mois de mars, ils entreprendront une mission conjointe dans certains pays affectés, y compris en RDC, en RCA et en Ouganda, pour renouveler leur soutien à cette Force africaine anti-LRA. Ils rencontreront aussi les autorités compétentes pour obtenir la garantie de leurs engagements continus dans la lutte contre la LRA. Plusieurs acteurs multiplient également des campagnes de défections invitant les combattants qui continuent de suivre Joseph Kony, le leader de la LRA, d'abandonner immédiatement les activités criminelles auxquelles ils sont contraints.

MM. Abou Moussa et Francisco Madeira les encouragent vivement à rentrer chez eux, à rejoindre à leurs familles et amis, afin de contribuer au développement de leur pays. « La LRA a tué, blessé ou enlevé des milliers de personnes innocentes et terrorisé des communautés entières. Les femmes et les enfants ont été leurs principales victimes. Il est temps de quitter la LRA », ont-ils déclaré à leur attention, assurant les uns et les autres quant aux dispositions déjà prises pour assurer leur sécurité, leur accueil et leur insertion sociale.



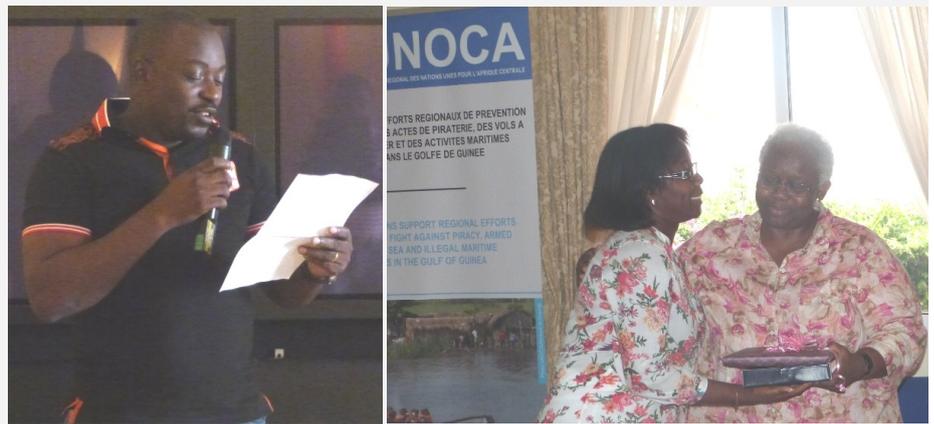
JOYCE ET MAMADY : LE TEMPS DE LA RETRAITE



Joyce Ashie, Responsable des Ressources humaines, a pris sa retraite. Une cérémonie solennelle ponctuée de témoignages a été organisée à son honneur le 27 février à la salle de conférence de l'UNOCA. Le Représentant spécial a salué son professionnalisme et à sa contribution remarquable à la mise en œuvre du mandat du Bureau où elle a passé près de trois ans. Dans son propos, M. Abou Moussa a également rendu hommage à une collègue « dévouée et disponible ». Bertil Safou, son Assistant, reconnaît avoir eu la chance de travailler étroitement avec elle, magnifiant sa « simplicité et son humilité ». Vasy, Ablavi et Beverly sont allés dans le même sens.

Joyce a exprimé son émotion et sa fierté pour ce moment de communion. Elle a invité les collègues qui le souhaitent à ne pas hésiter à la contacter lors de leurs passages éventuels aux USA ou au Ghana, les deux pays où elle sera basée.

La cérémonie s'est achevée par un cocktail convivial. Auparavant, Joyce avait reçu une attestation ainsi que des cadeaux. M. Mamady Kouyate, chef de la Section politique, dont la retraite a également pris effet le 28 février, a eu droit aux mêmes souvenirs. Empêché pour la fête d'au revoir, ses souvenirs ont été remis à Ablavi, Assistante de la Section politique pour transmission.





A NE PAS MANQUER DANS "LES ECHOS DE LA CITE" DU MOIS DE MARS A PARAITRE DEBUT AVRIL :
DOSSIER SPECIAL SUR L'IMPACT DE LA CRISE CENTRAFRICAINE SUR LE CAMEROUN



LES NATIONS UNIES A LA RENCONTRE DES REFUGIES VENUS DE LA RCA



Une publication de l'Unité de l'Information publique

Conception et réalisation : **Norbert N. Ouendji**
Courriel : ouendji@un.org cc : piounoca@un.org
Tél. Bur. +(241) 01 74 14 01 - Mob. +(241) 05 72 23 23
Web: <http://unoca.unmissions.org>
twitter.com/UNOCA_NEWS
B.P : 23773 Libreville, Gabon